

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2004 — 3397

[C — 2004/29250]

24 MEI 2004. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 1 juni 2003 waarbij de opening van de opleidingen georganiseerd door de « Haute Ecole de Bruxelles » vanaf het academiejaar 2003-2004 toegelaten wordt

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in Hogescholen, gewijzigd bij de decreten van 9 september 1996, 2 december 1996, 4 februari 1997, 24 juli 1997, de programma-decreten van 24 juli 1997 en 27 oktober 1997 en de decreten van 17 juli 1998, 30 juni 1998, 8 februari 1999, 26 april 1999 en 27 februari 2003, inzonderheid op de artikelen 20 en 21;

Gelet op het decreet van 27 februari 2003 tot vaststelling van de academische graden uitgereikt door de Hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap en tot vaststelling van de minimale uurregelingen, zoals gewijzigd bij het decreet van 31 maart 2004;

Gelet op artikel 8 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 11 december 1995 betreffende de administratieve en begrotingscontrole;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 16 maart 2003, genomen met toepassing van artikel 3 van het decreet van 27 februari 2003 tot vaststelling van de academische graden uitgereikt door de Hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap en tot vaststelling van de minimale uurregelingen;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 1 juni 2003 waarbij de opening van de opleidingen georganiseerd door de "Haute Ecole de Bruxelles" vanaf het academiejaar 2003-2004 toegelaten wordt;

Gelet op het protocol van 10 mei 2004 over het overleg met de representatieve studentenverenigingen erkend op gemeenschapsniveau;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 30 april 2004;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 11 mei 2004;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs,

Besluit :

Artikel 1. De bijlage bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 1 juni 2003 waarbij de opening van de opleidingen georganiseerd door de "Haute Ecole de Bruxelles" vanaf het academiejaar 2003-2004 toegelaten wordt, wordt vervangen door de bijlage bij dit besluit.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 15 september 2004.

Art. 3. De Minister tot wier bevoegdheid het Hoger Onderwijs behoort, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 24 mei 2004.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2004 — 3398

[2004/202114]

3 JUIN 2004. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française organisant le recueil standardisé d'informations sanitaires en application des décrets du 20 décembre 2001 relatif à la promotion de la santé à l'école et du 16 mai 2002 relatif à la promotion de la santé dans l'enseignement supérieur hors universités

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 14 juillet 1997 portant organisation de la promotion de la santé en Communauté française, notamment l'article 2, § 3, tel que modifié par le décret du 17 juillet 2003;

Vu le décret du 20 décembre 2001 relatif à la promotion de la santé à l'école, notamment l'article 8;

Vu le décret du 16 mai 2002 relatif à la promotion de la santé dans l'enseignement supérieur hors universités, notamment l'article 9;

Vu l'avis de la Commission de promotion de la santé à l'école, donné le 16 février 2004;

Vu l'avis n° 36.917/4 du Conseil d'Etat, donné le 28 avril 2004;

Sur proposition de la Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé;

Vu la délibération du Gouvernement du 2 juin 2004,

Arrête :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté on entend par :

1° service communautaire de promotion de la santé : organisme ou service agréé pour les missions définies à l'article 9 du décret du 14 juillet 1997;

2° recueil : recueil standardisé d'informations sanitaires.

Art. 2. Le modèle du recueil standardisé d'informations sanitaires, prévu par l'article 8 du décret du 20 décembre 2001 relatif à la promotion de la santé à l'école et l'article 9 du décret du 16 mai 2002 relatif à la promotion de la santé dans l'enseignement supérieur hors universités, est fixé en annexe.

Les données de ce recueil, issues de l'anamnèse effectuée par les services et les centres, sont conservées tant que l'élève ou l'étudiant est suivi par un service de promotion de la santé à l'école.

Art. 3. Dans le cadre de l'établissement du recueil, un traitement automatisé des données sanitaires est réalisé par les services et les centres.

Seules les données présentes dans le recueil font l'objet d'un traitement.

Les services et les centres utilisent le logiciel mis gratuitement à leur disposition par la Communauté française.

Les données traitées sont gravées sur support électronique et transmises annuellement, au plus tard le 15 septembre, par courrier recommandé à la Direction générale de la Santé du Ministère de la Communauté française.

Art. 4. L'analyse des données sanitaires est confiée à un service communautaire de promotion de la santé agréé en charge des missions relatives au traitement des informations sanitaires.

Art. 5. La responsabilité du traitement dans le respect de la législation sur la vie privée est confiée au Directeur général de la santé.

Art. 6. Le traitement automatisé des données visé à l'article 3 est réalisé pour les années scolaires visées dans le tableau suivant :

Classes	Années scolaires
1 ^{re} mat., 3 ^e mat.	2004-2005
1 ^{re} mat., 3 ^e mat., 2 ^e prim., 6 ^e prim.	2005-2006
1 ^{re} mat., 3 ^e mat., 2 ^e prim., 6 ^e prim., 1 ^{re} acc., 1 ^{re} compl., 2 ^e gén./prof.	2006-2007
1 ^{re} mat., 3 ^e mat., 2 ^e prim., 6 ^e prim., 1 ^{re} acc., 1 ^{re} compl., 2 ^e gén./prof., 4 ^e prof./TQ, 5 ^e gén./TT, 1 ^{re} prof. com. SI, CEFA	2007-2008
1 ^{re} mat., 3 ^e mat., 2 ^e prim., 6 ^e prim., 1 ^{re} acc., 1 ^{re} compl., 2 ^e gén./prof., 4 ^e prof./TQ, 5 ^e gén./TT, 1 ^{re} prof. com. SI, CEFA, Ens. sup. hors universités	2008-2009

Art. 7. Un comité d'accompagnement est chargé du suivi de la mise en œuvre du recueil des données.

Il remet chaque année, au plus tard le 1^{er} septembre, un rapport de ce suivi au Ministre ayant la santé dans ses attributions.

Pour l'année scolaire 2004-2005, un rapport intermédiaire est rendu au plus tard le 1^{er} mars 2005.

Le comité d'accompagnement est composé de :

- un membre du service communautaire de promotion de la santé agréé pour le recueil des données;
- deux membres de la commission de promotion de la santé à l'école, désignés par celle-ci;
- trois représentants des écoles de santé publique de la Communauté française;
- un représentant de l'opérateur en charge du logiciel;
- le Directeur général de la Direction générale de la Santé de la Communauté française, ou son représentant;
- un représentant du ou des Ministres ayant la promotion de la santé et les centres psycho-médico-sociaux dans leurs attributions.

Art. 8. Le Ministre qui a la Santé dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2004.

Bruxelles, le 3 juin 2004.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre de la Santé et de l'Aide à la jeunesse,
Mme N. MARECHAL

Annexe à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 juin 2004 organisant le recueil standardisé d'informations sanitaires en application des décrets des 20 décembre 2001 relatif à la promotion de la santé à l'école et 16 mai 2002 relatif à la promotion de la santé dans l'enseignement supérieur hors universités

I. ANAMNESE DE BASE

Questionnaire destiné aux parents

Veuillez compléter

Etablissement scolaire :
 Année scolaire :
 Niveau/Section :

Nom :
 Prénoms :
 Date de naissance : □□ - □□ - □□□□
 Sexe : F ou M
 Nationalité de l'enfant :
 Pays d'origine de la mère de l'enfant :

Adresse

Rue : n° : bte :
 Code postal : Localité :
 Tél. : / Mobile : /
 Tél. où vous joindre en cas d'urgence : /

A. INFORMATIONS FAMILIALES

Veuillez cocher

Le père de l'enfant travaille-t-il actuellement ?

- OUI
 NON

La mère de l'enfant travaille-t-elle actuellement ?

- OUI
 NON

L'enfant vit d'habitude avec 2 parents ?

- OUI
 NON

- Si non, Mère
 Père
 Garde alternée
 Autre (ex. grands-parents, tuteur, institution, etc.)

Précisez :

Langues parlées à la maison (plusieurs réponses possibles).

- Français
 Néerlandais
 Allemand
 Autre :

L'enfant a-t-il déjà été accidenté ?

- OUI avec hospitalisation (au moins 1 nuit)
 NON
 OUI sans hospitalisation

Où a eu lieu l'accident ?

- A l'école
 A la maison
 Sur la voie publique
 Autre : précisez :

B. VACCINATIONS

Votre enfant a-t-il déjà reçu les vaccins suivants (1) :								
Vaccins	2 mois	4 mois	5 mois	13/14 mois	15/18 mois	5/6 ans	12 ans	A partir de 16 ans
Polio								
Diphtérie								
Tétanos								
Coqueluche								
RRO <i>Rougeole, Rubéole, Oreillons</i>								
Méningite								
Hépatite B								
BCG <i>Tuberculose</i>								

- (1) si « oui » : indiquer la date du vaccin
si l'enfant n'a pas reçu ou si inconnu : indiquer « non »
Apporter le carnet de vaccination ou sa photocopie à la visite médicale

C. SANTE DE L'ENFANT

Selon vous, votre enfant est-il généralement ?

- Tout à fait en bonne santé
 Plutôt en bonne santé
 N'est pas en bonne santé
 En mauvaise santé

Pensez-vous que votre enfant a des problèmes de vue ?

- OUI
 NON

Doit-il porter des lunettes ?

- OUI
 NON

Pensez-vous que votre enfant a des problèmes d'ouïe (pour entendre) ?

- OUI
 NON

A-t-il des difficultés à l'école (Apprentissage) ?

- OUI
 NON

II. ANAMNESE COMPLEMENTAIRE

Si l'enfant a déjà été vu par le service :

Veuillez indiquer tout changement dans la composition du ménage.

- Séparation/divorce
 Remariage/mise en ménage
 Naissance
 Décès

Le père de l'enfant travaille-t-il actuellement ?

- OUI
 NON

La mère de l'enfant travaille-t-elle actuellement ?

- OUI
 NON

L'enfant a-t-il été vacciné depuis la dernière visite ?

- OUI : type date
- OUI : type date
- OUI : type date
- NON

L'enfant a-t-il été accidenté depuis la dernière visite?

- OUI avec hospitalisation (au moins 1 nuit)
 OUI sans hospitalisation
 NON

Où a eu lieu l'accident ?

- A l'école
 A la maison
 Sur la voie publique
 Autre : précisez :

III. DOSSIER MEDICAL

Biométrie

Information collectée par le service.

Poids : kilos (1 décimale)

Taille : centimètres

L'enfant a-t-il (porte-t-il) des lunettes ?

- OUI
 NON
 NON mais doit les avoir

Acuité visuelle de près (cote sur 10).

...../10 2 yeux

...../10 Gauche

...../10 Droite

Acuité visuelle de loin (cote sur 10).

...../10 2 yeux

...../10 Gauche

...../10 Droite

Caries

- Indemne de caries
 Nombre de caries traitées
 Nombre de caries non traitées

Demande de suivi

Information collectée par le service.

L'élève a-t-il été référé ?

- OUI
 Généraliste
 Pédiatre
 Dentiste
 NON

Une réponse a-t-elle été obtenue ?

- OUI
 NON

Avez-vous conseillé de prendre rendez-vous avec :

- OUI
 Infirmière
 Assistante sociale
 Psychologue
 Autre :
 NON

Une suite a-t-elle été donnée à cette proposition ?

- OUI
 NON

Si non, y a-t-il eu un rappel ?

- Ecrit
 Oral

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 juin 2004 organisant le recueil standardisé d'informations sanitaires en application des décrets des 20 décembre 2001 relatif à la promotion de la santé à l'école et 16 mai 2002 relatif à la promotion de la santé dans l'enseignement supérieur hors universités,

Bruxelles, le 3 juin 2004.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre de la Santé et de l'Aide à la Jeunesse,
Mme N. MARECHAL

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2004 — 3398

[2004/202114]

3 JUNI 2004. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende organisatie van de uniforme verzameling medische gegevens met toepassing van de decreten van 20 december 2001 betreffende de gezondheids promotie op school en van 16 mei 2002 betreffende de gezondheids promotie in het hoger onderwijs buiten de universiteit

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 14 juli 1997 houdende organisatie van de gezondheids promotie in de Franse Gemeenschap, inzonderheid op artikel 2, § 3, zoals gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2003;

Gelet op het decreet van 20 december 2001 betreffende de gezondheids promotie op school, inzonderheid op artikel 8;

Gelet op het decreet van 16 mei 2002 betreffende de gezondheids promotie in het hoger onderwijs buiten de universiteit, inzonderheid op artikel 9;

Gelet op het advies van de Commissie voor de gezondheids promotie op school, gegeven op 16 februari 2004;

Gelet op het advies nr. 36.917/4 van de Raad van State, gegeven op 28 april 2004;

Op de voordracht van de Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 2 juni 2004,

Besluit :

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° gemeenschapsdienst voor de gezondheids promotie : instelling of dienst erkend voor de opdrachten bepaald in artikel 9 van het decreet van 14 juli 1997;

2° verzameling : uniforme verzameling medische gegevens.

Art. 2. Het model van uniforme verzameling medische gegevens bedoeld in artikel 8 van het decreet van 20 december 2001 betreffende de gezondheids promotie op school en in artikel 9 van het decreet van 16 mei 2002 betreffende de gezondheids promotie in het hoger onderwijs buiten de universiteit, wordt vastgesteld als bijlage.

De gegevens van deze verzameling die afkomstig zijn uit de anamnese gevoerd door de diensten en centra, worden bewaard zolang de leerling of de student gevolgd wordt door een dienst voor de gezondheids promotie op school.

Art. 3. In het kader van het opbouwen van een verzameling wordt de geautomatiseerde behandeling van medische gegevens uitgevoerd door de diensten en centra.

Slechts de gegevens aanwezig in de verzameling worden behandeld.

De diensten en centra gebruiken de software die de Franse Gemeenschap gratis ter hunne beschikking stelt.

De behandelde gegevens worden gegraveerd op een elektronische drager en worden jaarlijks, uiterlijk op 15 september, per aangetekende brief aan de Algemene Directie Gezondheid van het Ministerie van de Franse Gemeenschap gestuurd.

Art. 4. De analyse van medische gegevens wordt toevertrouwd aan een erkende gemeenschapsdienst voor gezondheids promotie, die belast is met de opdrachten betreffende de behandeling van medische informatie.

Art. 5. De verantwoordelijkheid van de behandeling met inachtneming van de wetgeving over de persoonlijke levenssfeer wordt toevertrouwd aan de Algemeen Directeur van de Gezondheid.

Art. 6. De geautomatiseerde behandeling van de gegevens bedoeld in artikel 3 gebeurt voor de schooljaren bepaald in de volgende tabel :

Klassen	Schooljaren
1 ^e kleut, 3 ^e kleut	2004-2005
1 ^e kleut, 3 ^e kleut, 2 ^e lager ond., 6 ^e lager ond.	2005-2006
1 ^e kleut, 3 ^e kleut, 2 ^e lager ond., 6 ^e kleuter ond., 1 ^e ont, 1 ^e compl, 2 ^e alg./prof.	2006-2007
1 ^e kleut, 3 ^e kleut, 2 ^e lager ond., 6 ^e lager ond., 1 ^e ont., 1 ^e compl., 2 ^e alg./prof., 4 ^e prof./TQ, 5 ^e alg./TT, 1 ^e Prof. Com. SI, CEFA	2007-2008
1 ^e kleut, 3 ^e kleut, 2 ^e lager ond., 6 ^e lager ond., 1 ^e ont., 1 ^e compl., 2 ^e alg./prof., 4 ^e prof./TQ, 5 ^e alg./TT, 1 ^e Prof. Com. SI, CEFA, Hoger Onderwijs buiten universiteiten	2008-2009

Art. 7. Een begeleidingscomité wordt belast met de opvolging van de invoering van gegevens.

Elk jaar brengt het, uiterlijk op 1 september, een verslag uit over deze opvolging aan de Minister tot wiens bevoegdheid de Gezondheid behoort.

Voor het schooljaar 2004-2005 wordt een tussenverslag uiterlijk op 1 maart 2005 uitgebracht.

Het begeleidingscomité is samengesteld uit :

- een lid van de erkende gemeenschapsdienst voor de gezondheids promotie voor de verzameling van deze gegevens;
- twee leden van de Commissie voor de gezondheids promotie op school, aangesteld door deze;
- drie vertegenwoordigers van de Scholen voor publieke gezondheid van de Franse Gemeenschap;
- een vertegenwoordiger van de operator belast met de software;
- de Algemeen Directeur van de Algemene Directie van de Gezondheid van de Franse Gemeenschap of zijn vertegenwoordiger;
- een vertegenwoordiger van de Minister(s) tot wiens bevoegdheid de Gezondheids promotie en de psycho-medisch-sociale centra behoren.

Art. 8. De Minister tot wiens bevoegdheid de Gezondheid behoort, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2004.

Brussel, 3 juni 2004.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Gezondheid en Hulpverlening aan de Jeugd,

Mevr. N. MARECHAL

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2004 — 3399

[2004/202205]

6 JUIIN 2004. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant application pour l'année scolaire 2004-2005 de l'article 12, § 1^{er} du décret du 13 juillet 1998, portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, notamment l'article 12, § 1^{er};

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 juillet 1999 portant règlement de son fonctionnement, notamment l'article 10;

Considérant les demandes introduites par les directeurs des écoles de la Communauté française et par les pouvoirs organisateurs dans l'enseignement subventionné en vue d'organiser certains cours et activités pédagogiques de la grille-horaire dans une langue moderne autre que le français;

Vu les avis des conseils de participation créés en application de l'article 69 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, donnés les 9 février 2004, 10 décembre 2003, 25 mars 2004, 14 décembre 2001, 13 janvier 2004, 9 mars 2004, 20 mars 2003, 10 et 15 décembre 2003, 16 mars 2004, 17 décembre 2003, 24 mars 2004, 25 mars 2004, 25 mars 2004, 24 mars 2004, 5 novembre 2003, 23 mars 2004, 16 mars 2004, 7 juin 2001, 25 mars 2004, 30 mars 2004, 26 mars 2004, 27 novembre 2003, 15 mars 2004, 26 mars 2004, 23 mars 2003, 17 mars 2004, 29 mars 2004, 26 avril 2004, 6 janvier 2004, 11 février 2004, 2 mars 2004, 8 décembre 2003, 4 décembre 2003, 26 février 2003, 21 octobre 2003, 16 décembre 2003, 9 mars 2004, 17 février 2004, 8 mars 2004, 25 mars 2004, 25 mars 2004, 25 mars 2004, 25 mars 2004, 28 octobre 1998, 28 novembre 2003, 24 mars 2003, 2 mars 2004, 24 mars 2004, 16 mars 2004, 5 mai 2004.

Sur la proposition du Ministre de l'Enfance ayant l'Enseignement fondamental dans ses attributions,

Arrête :

Article 1^{er}. Les écoles suivantes, organisées ou subventionnées par la Communauté française, sont autorisées à organiser durant l'année scolaire 2004-2005 certains cours et activités pédagogiques de la grille-horaire dans une langue moderne autre que le français :

Adresse du siège administratif	Implantations concernées	Langue choisie	Années d'études concernées par l'immersion
Ecoles catholiques Boondael-Saint-Joseph chaussée de Boondael 621 1050 BRUXELLES	IDEM	Néerlandais	De la 4 ^e à la 6 ^e primaire
Athénée Maimonide boulevard Poincaré 67 1070 BRUXELLES	IDEM	Néerlandais	De la 1 ^{re} à la 4 ^e primaire
Ecole communale André DIDIER Rue François Vervloet 10 1180 BRUXELLES	IDEM	Néerlandais	3 ^e maternelle
Ecole Van Meyel avenue Georges Henri 224 1200 BRUXELLES	IDEM	Néerlandais	De la 3 ^e maternelle à la 2 ^e primaire
Administration communale Rue Colleau 2 1325 CHAUMONT-GISTOUX	Ecole communale " Le Chemin des enfants ", rue de la Barre 5, 1325 CHAUMONT-GISTOUX	Néerlandais	3 ^e maternelle
Collège Notre-Dame des trois vallées Rue du Vallon 117 1332 GENVAL	Site Saint-Augustin Rue du Vallon 117 1332 GENVAL	Néerlandais	3 ^e maternelle